

ECHO-flash

Journal d'Information des Militants CGT de l'Allier

n°316- mai/juin/juill. 2025

Combattre l'extrême droite

La CGT 03 dans son rôle

Page 12



**TotalEnergies à Bayet :
3 semaines de grève
pour l'équité salariale**



La lutte syndicale dans l'Allier : des racines et des combats.

Dans le territoire de l'Allier, la lutte de la CGT ne relève pas du folklore ou d'un passé révolu, mais d'une réalité toujours vibrante, parfois silencieuse, souvent opiniâtre. Dans les usines, les hôpitaux ou les petites structures industrielles du département, les femmes et les hommes continuent de défendre, parfois au prix fort, leurs droits, leur dignité au travail, et le sens même de leur engagement professionnel.

Terre ouvrière marquée par une forte tradition industrielle, de Montluçon à Moulins, en passant par Commentry, Saint-Pourçain-sur-Sioule ou Vichy, l'Allier a toujours été un territoire de résistance sociale. Des bastions syndicaux s'y sont construits autour du textile, de la métallurgie, ou encore du service public. Si certaines de ces luttes n'ont pas disparu : elles se sont transformées, adaptées, parfois durcies face à une précarisation croissante et à des restructurations brutales.

Dans les «boîtes », comme on dit ici, les syndicats de la CGT sont souvent les derniers remparts face à des logiques purement comptables. Les fermetures de sites, les plans sociaux ou les conditions de travail dégradées sont autant de terrains de lutte. La parole syndicale y est précieuse, mais est aussi mise à rude épreuve : pression managériale, isolement des représentants, indifférence parfois des collègues épuisés par un quotidien précaire.

Pourtant, malgré les obstacles, les syndicats CGT de l'Allier tiennent bon. Ils se réinventent, forment de jeunes militants, s'allient quelquefois avec d'autres mouvements sociaux. Ils rappellent, dans un contexte de résignation latente, que l'action collective demeure un levier puissant, non seulement pour résister, mais pour construire d'autres perspectives.

Dans un monde du travail en mutation, où la voix des salariés.es tend à s'effacer, les luttes locales, ancrées dans les réalités du territoire, sont plus que jamais essentielles. La CGT de l'Allier, à sa manière, continue d'en écrire les pages.

Amandine Very, membre du Bureau de l'UD

- UNE** : Photo propriété UD
- P2** : Editorial
- P3** : Murmures de la Cité
- P4** : Lutte à Puignenier
- P5** : Interview
- P6** : Luittes:
 - Protection de l'enfance
 - Sivom Huriel
- P7** :
 - Grève TotalEnergies
 - Bayet
- P8** :
 - - Fête champêtre USR
 - - Marche des fiertés
- P9** :
 - Campagne des services publics
- P10** : Formations UD
- P11** : AG Henri Pézerat
- P12** : La CGT contre l'extrême droite

Editeur : Union Départementale des Syndicats CGT de l'Allier
 8 bis quai Louis Blanc - 03100 MONTLUÇON
 Laurent Indrusiak - Directeur de Publication
 Jean Pascal Pradel - Responsable de rédaction
 Site internet : www.cgt03.fr - Prix : 1 € 30 - C.P.A.P. 0414 S
 06639
 Impression : BUBBLE'COM - 03100 Montluçon

L'extrême droite, ce n'est pas seulement le Rassemblement National

En phase avec les statuts de notre confédération, notre Union Départementale s'est engagée de longue date contre l'extrême droite. Jusqu'alors, nous avons identifié cette idéologie aux partis électoralistes d'extrême droite. Le Rassemblement National en tête, Reconquête ou d'autres, ambitionnent de prendre le pouvoir via un processus électoral, c'est à dire par les urnes sur différents scrutins, nationaux ou locaux. Leur espace médiatique est bien circonscrit à leur parti politique et l'identification idéologique est assez claire.

Toutefois, l'épisode que nous vivons avec Murmures de la cité, nous rappelle (âprement) que l'extrême droite ne se manifeste pas uniquement via un parti politique d'une part, et que son idéologie possède plusieurs facettes d'autre part. Bien entendu, les constantes des deux stratégies sont les mêmes : rejet de l'Autre, visée racialement avec la « race blanche supérieure », rejet des minorités sexuelles, Etat naturel (contre Etat de droit), haine de la république, rejet du multilatéralisme, infériorité des femmes, libéralisme économique, rejet du syndicalisme.

Murmures de la cité, tout comme son financeur « Fonds du bien commun », c'est à dire Pierre Edouard Stérin, adopte une stratégie beaucoup moins frontale que Marine Le Pen et consorts (même si ces derniers sont continuellement dans une posture de normalisation). Pour mémoire, et baliser la réflexion, rappelons-nous de l'acronyme du plan Périclès de Stérin « Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes ». Stérin envisage une victoire globale : culturelle, électorale et politique. Aussi, tous les moyens sont utilisés pour parvenir à ses fins. Il s'agit d'une véritable galaxie, qui passe l'achat de médias, la création d'organisme de formation, d'achat d'influenceurs, de financement d'école hors contrat, de soutien aux partis d'extrême droite existants, de guérilla juridique, de ciblage d'individus aptes à gérer le pouvoir...

On comprend que P-E Stérin ait croisé le chemin de Guillaume Senet, le Président de l'association Murmures de la cité, et finance son projet de mini Puy du Fou. Car il ne s'agit pas du tout d'un simple spectacle familial estival. D'une part, le spectacle pose des jalons idéologiques forts : une réécriture de l'histoire de France via le roman national, la primauté de l'Eglise, l'évacuation des éléments d'émancipation des travailleurs, etc... Et d'autre part, Murmures de la cité est la première brique d'un système qui s'enracine sur le bas-

sin de Moulins. Ce spectacle a vocation de mettre un pied dans le paysage moulinois via un projet respectable, de contacter des personnes, de faire « bonne figure », pour après pousser un peu plus les autres dispositifs. Guillaume Senet, devient Guillaume Poliste, Président de l'Association Sophia Polis (Ville sage). Cette association tient son université d'été en faisant venir des intervenants type B. Gollnish ou JY. Le Gallou. La messe, obligatoire, est servie par des prêtres de la Fraternité Saint-Pie X, c'est à dire un catholicisme très intégriste. La galaxie qui se déploie à Moulins, comprend aussi une école « Cours Zita » - Pour Zita de Bourbon Parme, dernière impératrice d'Autriche, que cette sphère veut voir canoniser - dont la pédagogie est « de restaurer la grâce ». L'écosystème Murmures envisage de revenir à l'Etat naturel, avec une charité bien ordonnée (le périmètre maximum est sa paroisse) et l'abandon de la laïcité au bénéfice d'une Eglise reprenant ses prérogatives d'avant la révolution. Au passage, il n'est pas envisagé que les travailleurs puissent réclamer des droits, juste garder celui d'obéir à l'Eglise et au seigneur.

A noter que la demande de financements publics pour le spectacle via les collectivités territoriales n'a pas uniquement vocation à équilibrer un budget, mais également cautionner publiquement ce que je nomme « le voile de pudeur », pour mieux installer les autres dispositifs du projet politique

(qui comprend aussi Murmures académia : intervention dans les écoles et classes vertes, et le comptoir coopératif pour la vente de produits locaux en circuit court). Certains élus de droite du bassin approuvant tacitement le projet. Nous avons ici clairement sous les yeux ce qu'on peut nommer la fusion des droites.

En tant que CGTiste, nous avons une grande responsabilité par rapport à cette offensive violente. D'ailleurs, toute la fashosphère ne s'y est pas trompée. Toucher du doigt ce spectacle et son financement public partiel (sans jamais avoir annoncé vouloir l'interdire pourtant), a créé un déchaînement médiatique fracassant poussant même jusqu'aux menaces explicites.

Nous devons redoubler d'explication pour donner les clés de compréhension aux travailleurs et tout faire pour que ce projet réactionnaire ne s'implante pas. Nous devons agir clairement pour que plus largement l'extrême droite ne s'implante pas dans notre territoire. Nous avons à renforcer notre activité syndicale dans les entreprises et en dehors pour défendre nos valeurs de fraternité, de respect mutuel et d'Etat de droit. Il en va à terme de nos droits, même les plus élémentaires.

Laëtitia Planche



Quand les ouvriers créent le rapport de force, ça marche !

Pour la première fois de l'entreprise Puigrenier, les salariés, sous l'impulsion du syndicat CGT, ont décidé de s'engager dans une journée de grève pour l'augmentation de leur salaire. Une réussite, puisqu'au matin de l'appel à la grève, 80 % des effectifs étaient en grève, ce qui a permis aux représentants de la CGT d'arriver en force à la table des négociations.



Le rapport conclu que dans ce contexte, un risque important de démotivation des salarié·es peut s'installer, qui peut se traduire, entre autres, par une augmentation de l'absentéisme.

sont déterminé·es à ne pas lâcher le morceau.

La grève est imminente

Le jeudi 19 juin, dès potron-minet, les premier·ères arrivé·es sur site occupent le parking. Petit à petit, les rangs grossissent. 80 % de grévistes, plus un morceau de viande ne sort ni n'entre. Les intérimaires et tâcherons ne peuvent être sur leur poste de travail.

Il n'a pas fallu longtemps pour que la direction réagisse et invite les élus à négocier. Une première proposition après 2 heures d'échange n'est pas concluante : pas d'augmentation. Retour autour de la table pour aboutir à 2 % d'augmentation générale, prime PPV, 30 € nets prime de panier/mois, 2 jours de congés supplémentaires et 5 % sur l'intéressement EBE en 2026.

Il n'a fallu que quelques heures de grève pour que la direction cède.

Les élus du CSE, sous l'impulsion des camarades de la CGT, ont fait voter, il y a quelques mois, une expertise économique. En effet, il flottait une certaine opacité sur la destination de sommes importantes vers la holding ainsi que sur les dividendes versés aux actionnaires. Dès le déclenchement, la direction a tenté de retenir des informations empêchant la réalisation d'une expertise sincère. Il a fallu les menacer de les amener devant le tribunal pour qu'ils cèdent.

Le 3 juin, le cabinet ALTER rend son rapport.

Le constat est inquiétant, l'entreprise est endettée et ce sont les salarié·es qui supportent une part importante de la dette. Ce qui a pour conséquences le gel des salaires, une intensification du travail qui entraîne une forte pression et augmente les risques d'impact sur la santé.

Le rapport pointe le fait que le partage de l'effort est très déséquilibré... En effet, les deux principaux actionnaires se versent entre 200 000 et 400 000 euros par an, ce qui est disproportionné pour une entreprise de cette taille. Un directeur des affaires financières devrait « tourner » autour de 100 000, pas plus ! De plus on découvre qu'1,2 millions de dividendes sont versés aux actionnaires.

Enfin, on constate que l'enveloppe de participation a disparu.

Ouverture des Négociations Annuelles Obligatoires

Les délégués syndicaux ont donc entamé les négociations en s'appuyant sur ces éléments. La direction ne voulait ni entendre parler d'augmentation de salaire, ni de prime d'intéressement.

Juste 150 € de prime PPV (dite prime Macron), 1,5 €/jour de prime de panier (soit 30 € nets ou 40 € bruts), prime de production mensuelle + 30 € (pallier bonus ou critère bonus) au 1^{er} octobre dont les critères de déclenchement n'étaient pas définis et une enveloppe d'augmentation individuelle.



Bravo aux élus et aux salariées qui ont tenu bon le rapport de force.

Elena Blond

Les élus organisent la riposte

Les propositions de l'employeur ne répondent pas du tout aux attentes des salarié·es, cela fait maintenant trop d'années que les travailleurs·euses ont été privé·es de toute augmentation, ce n'est pas une prime qui va payer la protection sociale...

Très vite, les élus font circuler une pétition et informent les salarié·es de la situation économique de l'entreprise. La colère monte, les salarié·es

Un foyer de l'enfance à Moulins en souffrance

La protection de l'enfance vise à garantir la prise en compte des besoins fondamentaux de l'enfant, à soutenir son développement physique, affectif, intellectuel et social et à préserver sa santé, sa sécurité, sa moralité et son éducation dans le respect de ses droits, mais quand est-il pour le personnel, pour les éducateurs.rices, pour les maîtresses de maison, pour les AMP et autres intervenant.e.s. Est-il possible d'être protecteur quand on est soi-même en danger et fragilisé ?



Echo-Flash : Avec d'autres collègues du Foyer de l'Enfance de Moulins, et suite à des problèmes de fonctionnement dans votre établissement, vous avez fait le choix, en décembre 2022 de présenter une liste CGT aux élections professionnelles, pourquoi ?

Muriel Aujoinet : Oui, effectivement, je me suis présentée au CSE car nous étions 8 agent.e.s, de diplômes différents et partageant des idées communes pour améliorer les conditions de travail de tout.e.s nos collègues. Nous savions que la CGT pouvait nous aider et nous épauler dans nos missions. C'était motivant, une sorte de défi au service de tous, un défi que nous avons décidé de relever, mais à quel prix. Aujourd'hui nous ne sommes plus que 3 élu.e.s..

E.F : Pourquoi la CGT ?

M.A. : Tout simplement car il n'en était pas possible autrement. Mon grand-père, avant moi, était à la CGT, mon père également, mais surtout, car je partage les valeurs que porte la CGT. Et au

-delà de cela, l'USD, par le biais de Magalie et de Sylvain ont toujours répondu présents et nous ont aidé à mener la lutte et faire avancer les choses en 2019, avec l'ancienne direction.

E.F : Depuis ton élection et celles de tes collègues, que s'est-il passé ? Les choses ont-elles évoluées ?

M.A. : Malheureusement non, je dirais même que les choses se sont dégradées. Nos missions nous encouragent à établir des liens de confiance et de bienveillance pour contribuer à l'éveil des enfants. Pourtant les constats que nous faisons sur l'organisations nous amènent à faire des remarques et à suggérer des changements. La direction donne l'impression de prendre celles-ci comme des attaques et cela ne facilite en rien les choses. Une ambiance délétère règne au sein du foyer.

E.F : Que faudrait-il selon toi pour que les choses s'améliorent ?

M.A. : En vérité, peu de choses. Tout d'abord l'essentiel, être écouté, considé-

ré et respecté. Qui mieux que nous connaissons la population du foyer ? A qui parle les jeunes ?

Bien que la société ait évolué, il ne serait pas plus difficile aujourd'hui d'aider et d'accompagner les usagers qu'il y a 20 ans. Si nous nous sentions soutenu.e.s et aidé.e.s par notre direction, si les équipes étaient stabilisées et formées comme avant, comme il se doit, nous pourrions avancer. Si nous n'avions pas le sentiment d'être entravés dans notre mandat et réprimé.e.s pour avoir à cœur de faire évoluer les choses, tout serait possible, tout au moins envisageable. Et même si au moment où nous échangeons, je ne suis pas en mesure de siéger et de porter la parole des travailleuses et des travailleurs, il n'en reste pas moins, qu'avec la CGT, je vais continuer de lutter, pour que la population accueillie dans notre établissement, le soit dans les conditions qu'elles et ils sont en droit d'attendre et que les agent.e.s aient des conditions de travail digne de ce nom.

*Propos recueillis par
Magalie Ferreira Neves*

Mouvement de Contestations des Référénts Enfants Confiés de Montluçon

Montluçon, le 17 juillet 2025 – Les référents enfants confiés de Montluçon ont marqué l'histoire du Conseil départemental avec une journée de mobilisation réussie, organisée par la CGT CD03. Ce mouvement, qui a rassemblé l'intégralité de l'équipe technique et administrative de protection de Montluçon, visait à défendre les droits et les conditions de travail des travailleurs sociaux dédiés à la protection de l'enfance.



remplacés et par une charge administrative croissante. Les manifestants réclament l'augmentation des effectifs.

Les organisateurs du mouvement ont annoncé que cette mobilisation n'était qu'un début et que d'autres actions seraient menées dans les semaines à venir pour maintenir la pression sur les décideurs politiques. Ils relatent une situation, prolongée et aggravée, qui alimente une perte de sens dans les missions, un épuisement des professionnels et des risques accrus pour les enfants comme pour les agents.

Ces professionnels font face à des conditions de travail de plus en plus difficiles depuis 5 ans, marquées par une augmentation perpétuelle des mesures de placement, par des départs, par des longs arrêts maladie non

tuation, prolongée et aggravée, qui alimente une perte de sens dans les missions, un épuisement des professionnels et des risques accrus pour les enfants comme pour les agents.

La réussite de cette journée de mobilisation ouvre des perspectives encourageantes pour les référents enfants confiés de Montluçon qui refuse la proposition d'urgence de la direction de 2 renforts pour 6 mois car elle ne correspond ni au besoin ni à la temporalité d'un suivi.

En conclusion, le mouvement de contestation initié par la CGT et les référents enfants confiés de Montluçon a été un succès retentissant. Il a permis de mettre en lumière les difficultés rencontrées par ces professionnels essentiels et de mobiliser un large soutien en leur faveur. En tout cas, cette journée restera gravée dans les mémoires comme un exemple de lutte collective et solidaire pour la défense des droits des travailleurs sociaux.

Sylvain Ribier

Mobilisation des agents du SIVOM Rive Gauche du Cher à Huriel : des avancées significatives obtenues

Les 1^{er} et 10 avril 2025, les agents du SIVOM Rive Gauche du Cher à Huriel se sont mobilisés pour faire entendre leurs revendications. Organisés par le syndicat local du SIVOM et soutenue par la CSDC GT03 et l'UD 03, près de 80 % des agents techniques ont participé à ces deux jours de grève.

Dans un préavis de grève, les agents revendiquaient principalement des augmentations de salaires, la mise en place d'un règlement intérieur équitable et opposable, une meilleure planification des tâches, ainsi qu'une reconnaissance professionnelle accrue. Ces mobilisations ont été marquées par plusieurs rencontres avec le conseil d'administration, permettant d'aboutir à des avancées notables.

Parmi les gains obtenus, on note une revalorisation des primes ainsi qu'une majoration de 50 % des astreintes d'été. Ces mesures représentent une première étape vers l'amélioration des conditions de travail des agents. Cependant, il reste encore à mieux répartir et planifier les astreintes pour offrir une meilleure qualité de vie au travail.

Cette mobilisation historique démontre la détermination des agents du SIVOM Rive Gauche du Cher à faire valoir leurs droits et à obtenir des conditions de travail plus justes et équitables.

Sylvain Ribier



Bayet, 20 mai 2025 : naissance d'un mouvement historique

Le 20 mai 2025, une page s'est tournée à la Centrale électrique de Bayet. Pour la première fois, les opérateurs du service exploitation ont lancé un mouvement de grève, après des mois de silence et d'indifférence de la part de la direction.

Un préavis ignoré depuis 2024

Ce mouvement n'est pas né d'un jour. Il fait suite à un préavis initialement déposé en 2024, réactivé en février 2025 puis reconduit chaque mois. Ce préavis dénonce :

- Les inégalités salariales
- La souffrance au travail
- La désorganisation du service exploitation
- Les sous-effectifs
- Les disparités de primes entre centrales.

Face à une direction sourde à nos appels, les opérateurs ont décidé de dire STOP.

Sur les 18 chefs de bloc que comptait le service, 3 ont démissionné en 6 mois. Plusieurs arrêts maladies prolongés sont venus s'ajouter. Aujourd'hui, seulement 14 opérateurs assurent la continuité, 13 d'entre eux ont participé à la grève, syndiqués ou non, avec deux revendications majeures : l'équité salariale et la dignité au travail.

La CGT a porté le mouvement, forte de 10 camarades grévistes sur 13.

Une direction locale présente... mais impuissante

La direction locale s'est montrée présente, certes, mais non décisionnaire. Rapidement, nous avons exigé que la direction du siège se déplace sur site.

Quatre jours plus tard, seul le RH de branche est venu, sans propositions concrètes : "Je suis là pour vous écouter."

Encore une fois, le mépris a dominé.

Nous avons décidé de ne rien lâcher. Avec nos camarades Claude Martin, Randy Fragai, Christophe André, Laurent Indrusiak et de nombreux militants venus de tous les départements, nous avons bâti une feuille de route :

- Sollicitation de la presse

- Saisi de l'inspection du travail
- Interpellation de députés
- Appels au rassemblement
- Rédaction d'une ébauche de protocole de fin de conflit.

Le 28 mai, un grand rassemblement s'est tenu devant la centrale, avec un seul mot d'ordre :

"Nous ne lâcherons rien."

Une réponse méprisante de TotalEnergies

Il faudra attendre le 4 juin pour qu'une réponse écrite arrive, en réaction à un courrier de la FNME-CGT et la FNIC-CGT.

Cette réponse fut, encore une fois, méprisante et creuse. La direction balaie les problématiques d'un revers d'arguments approximatifs, concluant par un pseudo-volonté de dialogue à condition que nous :

- Cessions la grève
- Retirions le préavis
- Rentrions dans le rang... pour peut-être nous expliquer pourquoi nous n'aurons rien.

Inacceptable.

Notre réponse a été immédiate : hors de question de céder sans engagement concret.

Une reprise contrainte, mais un combat intact

Après 3 semaines de grève, la réalité financière nous a rattrapé. Le 6 juin, les opérateurs votent la reprise du travail.

Mais le préavis est maintenu tant qu'aucun protocole de fin de conflit ne répond à nos revendications.

Un retour au travail révélateur

Le mouvement a commencé juste après l'arrêt de maintenance annuel. Il a retardé d'environ une semaine la remise en service. Pendant ce temps, les autres centrales de la compagnie étaient mises en conservation faute de marché.

Mais dès notre reprise, la production a redémarré, prouvant que le marché n'était pas si défavorable. Notre centrale a été la première rappelée, déclenchant le redémarrage des autres.

Encore une fois, les discours alarmistes des NAO ne reflètent ni la réalité du terrain, ni la volatilité du marché.

Un mois après... toujours rien

Le 6 juillet, un mois après la sortie de grève, nous avons tenu nos engagements :

- Une exploitation continue malgré le sous-effectif
- Une présence assurée malgré 2 nouveaux arrêts maladie
- Une rigueur professionnelle maintenue.

Mais de leur côté ? Aucun échange, aucun signe.

Nous avons tenu bon. Nous avons fait bloc. Nous avons gagné une chose essentielle : L'UNITÉ.

Un immense merci à tous les camarades pour votre soutien.

NOUS NE LÂCHERONS RIEN.

Pierre Leroyer-Malot



14^{ème} fête champêtre de l'USR CGT de l'Allier

Le 27 mai près de 70 retraités de l'Allier se sont retrouvés à Châtillon pour la traditionnelle fête champêtre. Journée de détente avec randonnée, pêche à la ligne, pétanque, belote, farniente ou papotage au programme.



Services Publics de proximité
- Le 100 % santé.

Dans les discussions d'autres sujets ont été évoqués :
- Montée de l'extrême droite partout en Europe
- Casse industrielle et tous

pour nos retraites, nos emplois et nos salaires, contre la retraite à 64 ans

Fête et luttes, poursuivons la mobilisation pour l'abrogation de la réforme !

Patrick Herbette

Mais comme l'ont rappelé Cathy Savel et Laurent Indrusiak lors de leurs interventions, ils n'oublient pas pour autant leurs principales revendications :

- Augmentation des pensions-retraites
- Réimplantation et redynamisation des

les plans de licenciements qu'elle entraîne

- Soutien aux palestiniens et exigence du gouvernement qu'il mette tout en œuvre pour mettre fin au génocide en cours à Gaza et en Cisjordanie
- Appel aux militants et retraités à se mobiliser massivement le 5 juin



Aux milles couleurs de la tolérance

Le 14 juin dernier, la ville de Moulins lançait sa seconde édition de la « Marche des fiertés » encourageant ainsi, l'acceptation et la célébration de la diversité.

Si, dans l'Allier, nous sommes loin de la capitale, et d'une semaine entière de mobilisation et de lutte, il n'en reste pas moins que la détermination moulinoise à donner de la visibilité à la communauté LGBT n'en est pas moindre. Bien au contraire...

Malgré un soleil écrasant, qui invitait plus à la baignade et aux terrasses, ce sont plus de 150 personnes qui ont pris part à cet événement festif et revendicatif, organisé par l'association « aux mille couleurs ».

Un cortège aux milles couleurs de l'amour a pris son envol cours Jean Jaurès, dès 15h00 pour arriver Place d'Allier, où plusieurs associations étaient présentes et proposaient des ateliers. De la légèreté, du respect mais surtout des revendications pour l'égalité.

A l'heure, où dans 64 pays, l'homosexualité est toujours interdite et criminalisée, où la différence n'est pas perçue comme une richesse mais condamnée, Moulins donne le ton en cultivant la différence et non l'indifférence. Des marches qui devraient être reprises dans tout le département, à Montluçon, à Vichy et dans les campagnes, pour que chaque personne de la communauté LGBT puisse être elle-même, sans avoir à craindre le jugement, la diabolisation et toute autre forme de discrimination.

Notre CGT lutte au quotidien contre toutes formes de discriminations et œuvre en permanence pour l'acceptation de toutes et tous.

Audre Lorde disait : « Ce ne sont pas nos différences qui nous séparent. C'est notre incapacité à reconnaître, accepter et célébrer ces différences ».

Alors, ne permettons pas à la noirceur de l'indifférence de gagner du terrain mais comme le disait à merveille cette poétesse lesbienne, acceptons et célé-

brons les différences, en mettant les couleurs de la diversité dans nos vies, et en combattons toujours plus fort celles et ceux qui portent des valeurs de xénophobie et d'obscurantisme.



Combattons l'extrême droite, combattons le rassemblement national et gagnons cette société de justice et de tolérance à laquelle la CGT aspire.

Et, c'est bien dans la continuité de nos actions pour y arriver, que notre UD va continuer de s'inscrire dans cette dynamique.

Magalie Ferreira Neves

Des services publics et non des services au public

Santé, éducation, finances publiques, transport, énergie, services postaux, autant de services indispensables à chacun et au rayonnement d'une ville. Et pourtant, ces services n'ont jamais été si mal en point et autant en danger. Alors que le gouvernement, pour le plus grand plaisir du capital voudrait tout financiariser et privatiser, la CGT s'emploie à sa défense et reconquête.

Un constat amer qui nous rend encore plus « déter »

Depuis bien trop longtemps déjà, les services publics subissent des attaques en règle du gouvernement. Des attaques qui ont pour résultat un détricotage de nos services, une diminution des effectifs et une offre loin d'être à la hauteur de la demande des usagers. La CGT dénonce ce phénomène depuis des décennies, plus encore, elle le combat. Notre département rural n'échappe pas à la désertification de nos services publics, pire elle la subit d'autant plus, du fait du vieillissement de la population et de notre localisation sur le territoire national. C'est pourquoi, dans un souci de reconquérir notre bien commun, l'Union Départementale CGT de l'Allier a décidé d'engager une campagne de long terme pour dresser un état des lieux des services publics dans le département et porter l'ambition de leur renforcement.

La réalité du terrain pour un service public à l'image des besoins

C'est bien à partir du vécu et des témoignages des agents et salariés qui assurent au quotidien ces missions, que la CGT a choisi de construire une approche concrète, en mettant en lumière les conséquences sur les usagers. De ce travail et témoignages, un livret est né. Livret qui sera un support supplémentaire pour aller à la rencontre du tout un chacun et interpeller les élu.e.s.

A la conquête du département

C'est donc à Bourbon-l'Archambault que le fruit de ce travail a franchi la ligne de départ, le 17 mai dernier. Une initiative réussie, marquée par une forte participation et de nombreux échanges avec la population. Des élus soucieux du devenir de nos services publics étaient présents et ont fait savoir qu'ils partageaient l'analyse de la CGT :

- Ludovic Chapat, maire de la commune qui nous accueillait,

- Jean-Marc Dumont, conseiller départemental et maire de Tronget,

- Pierre Guillaumin, conseiller régional

- Jean-Paul Dufrègne, suppléant du député Yannick Monnet,



Le début d'une grande campagne, une étape qui en appelle d'autres.

En attendant de nous retrouver dans les communes du département, dès septembre, avec une initiative à Commeny, le soleil et la période estivale vont permettre à chacun de se reposer et de se ressourcer, mais en ayant toujours à l'esprit la nécessité de reconquérir notre bien à tous. Alors, pour que nos services publics ne soient pas un lointain souvenir, pour une prise en compte de la réalité des besoins des citoyens mais surtout pour des services publics de qualité pour toutes et tous sur tout le territoire, soyons présent.e.s dès la rentrée et élargissons les prises de conscience.

Magalie Ferreira Neves



Une première peut en cacher une autre

Volonté et détermination font grossir les rangs

La formation syndicale de la CGT a pour but de permettre aux syndiqués de s'engager activement dans les débats démocratiques et de maîtriser leurs mandats. Elle vise à renforcer les compétences nécessaires pour défendre les droits des travailleurs et à promouvoir l'émancipation au travail ; et c'est bien dans cet optique, que pour la première fois, l'Union Départementale, a permis, que 8 camarades de notre département suivent la formation de formateur, qui s'est tenue du 02 au 06 juin 2025. Une session de formation qui va permettre de renforcer un collectif de formatrices et de formateurs, déjà très engagé dans notre département, où la demande des camarades désireux de s'équiper en vue d'agir, est grandissante. De quoi féliciter l'engagement des militant.e.s et être confiant.e.s pour l'avenir.

La formation au service de la lutte



Depuis quelques années déjà et à l'heure où l'extrême droite est plus décomplexée que jamais, notre Union Départementale tient des journées d'étude sur le sujet. Journées d'étude de qualité auxquelles les syndicats participent activement, en inscrivant bon nombre de camarades. Cette année, en lien avec notre campagne contre l'obscurantisme, et l'engagement de la CGT contre l'extrême droite, nous avons fait le choix de tenir une formation de 4 jours. Cette formation s'est tenue du 24 au 27 juin et a permis, non seulement des débats de grandes qualités mais également à une de nos nouvelles formatrice, Nadia Mallet, Secrétaire adjointe et pilote du collectif « lutter contre l'extrême

droite », de faire ses premiers pas en tant que formatrice. Mission réussie.

Jamais deux sans trois

On pourrait s'en arrêter là avec les premières, et ce serait déjà une belle performance en matière de nouveauté, mais non, à la CGT, c'est toujours plus. Pour la première fois l'Union Départementale de l'Allier faisait intervenir l'institut des sciences sociales du travail de Grenoble dans le département.



Alors, toujours dans un souci d'apporter au collectif, l'UD a permis que se tiennent dans ses locaux des journées de formations mais surtout d'échanges sur des sujets que nous connaissons que trop, le harcèlement et les dérives des réseaux sociaux. Bien que la RFS de notre UD était présente, ce sont bien des intervenant.e.s extérieurs qui ont conduits ces journées de formation.

Ces journées spécifiques qui dépendent des instituts universitaires (ISST) ont rencontré leur public (30 camarades inscrit.e.s), à tel point, que de nouvelles journées sont d'ores et déjà programmées au plan 2026. Environnement, gestion de conflits ou encore intelligence artificielle seront au programme. Alors n'hésitez pas à vous inscrire dès la sortie de notre livret afin d'alimenter la culture du débat et de permettre la pérennité de ces journées, qui dépendent essentiellement de la tenue des sessions.

Innover et pérenniser

Il est des innovations et des nouveautés qui fédèrent et dynamisent, mais il est également des valeurs sûres

qu'il est indispensable de mettre régulièrement en avant : les journées « santé travail » sont de celles-ci. C'est donc sans surprise, qu'une nouvelle journée d'étude « santé travail » s'est tenue à Tronget le 8 juillet 2025. Une journée qui s'inscrit pleinement dans l'engagement des militant.e.s de la CGT à dénoncer la souffrance au travail, ses dérives mais surtout, à améliorer les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs. 60 camarades ont pris connaissance de témoignages de salarié.e.s malmené.e.s par le biais du visionnage d'une vidéo. Une vidéo qui a rappelé à tous, le caractère indispensable de lutter contre le harcèlement.

Bien que les temps d'accueil et de repas ont permis des moments forts de convivialité et de fraternité, cette journée d'étude a été forte en émotions et, au-delà de l'apport pédagogique qu'elle a eu en direction des militant.e.s, les échanges avec la salle ont mis en évidence que chacun.e.s pouvait, un jour, être victime de pressions et sombrer dans des addictions ou autres comportements, au détriment de sa santé.



Une journée qui en appelle d'autres et qui conforte la CGT dans les luttes qu'elle mène au quotidien.

Magalie Ferreira Neves

L'Association Henri Pézerat en Assemblée Générale à Montluçon : Trois jours de réflexion collective aux côtés de la CGT Allier

L'Assemblée Générale annuelle de l'Association Henri Pézerat s'est tenue les 12, 13 et 14 juin derniers à Montluçon, dans l'Allier. Une assemblée décentralisée, accueillie avec enthousiasme par l'Union Départementale CGT, dans une période marquée par de nombreuses interrogations sur les conditions de travail, la santé des salarié·es et les projets industriels aux conséquences lourdes sur les territoires.

Des expériences de lutte partagées

Pendant trois jours, les échanges ont été nourris par une grande diversité d'interventions. L'accent a été mis sur les expériences concrètes de terrain portées par les collectifs locaux, notamment l'Association des Malades de la Chimie, le CSE d'Adisseo à Commentry, les salarié·es d'Environnement Recycling, ou encore les CAPER Auvergne, très engagés sur les questions liées à l'amiante.

L'Association Henri Pézerat a également présenté son implication dans plusieurs coordinations syndicales et associatives, parmi lesquelles le soutien au collectif de Sainte-Pazanne sur les cancers pédiatriques, l'accompagnement des procédures judiciaires en cours, ainsi que ses travaux sur le nucléaire, l'amiante en place ou encore les risques environnementaux dans l'industrie.

Ces témoignages ont permis de croiser les regards militants, scientifiques et médicaux, reflet de la richesse du collectif Henri Pézerat, composé de syndicalistes, de chercheurs, d'enseignant·es et de professionnel·les de santé.

Une AG marquée par la question minière

Le deuxième jour des travaux a été consacré à un sujet particulièrement sensible pour notre département : le projet de mine de lithium à Échassières. C'est d'ailleurs ce dossier qui a motivé le choix de Montluçon pour accueillir cette AG. Pour la CGT de l'Allier, ce fut l'occasion d'exposer en détail notre méthode d'analyse et les principes qui guident notre positionnement à ce stade du projet.

Si nos positions n'ont pas fait consensus parmi l'ensemble des participant·es, ce que nous acceptons sans difficulté, les débats se sont déroulés dans un climat de respect et de rigueur. Les échanges ont permis à chacun·e d'avancer ses arguments et d'alimenter une réflexion collective sur les impacts sociaux, sanitaires et environnementaux de ce type d'implantation industrielle.

L'expertise de l'Association Henri Pézerat, tant sur le plan scientifique que militant, constitue un apport précieux dans le débat public. Elle contribue à affiner les interrogations que nous portons sur les conditions de travail des futur·es salarié·es de la filière minière, et plus largement sur les conséquences à long terme pour les populations et les territoires.

Une CGT à l'écoute, ouverte au débat

Enfin, ces trois journées de travail intense ont permis de montrer une CGT attentive, sérieuse et ouverte au dialogue.

Une CGT capable d'écouter, de débattre et de confronter ses idées à d'autres points de vue, sans renier ses principes ni éviter les sujets sensibles.

À travers notre participation à

cette Assemblée Générale, nous avons réaffirmé notre volonté de construire un syndicalisme exigeant, ancré dans les réalités locales, mais aussi capable de prendre part aux grands débats de société : santé au travail, risques industriels, reconversion écologique et justice sociale.

Ces trois jours ont été, à notre sens, une réussite collective. Une étape de plus dans la construction d'un front syndical et citoyen lucide, exigeant, et profondément attaché aux droits des travailleuses et travailleurs.

Laurent Indrusiak



Pourquoi l'UD CGT de l'Allier est dans son rôle en menant la bataille contre l'extrême droite

L'extrême droite : un ennemi de classe, un danger pour le monde du travail

L'extrême droite n'est pas un courant politique comme les autres. C'est l'adversaire historique du mouvement ouvrier. Sous des discours sociaux de façade, elle cache une réalité brutale :

- Elle divise les travailleurs entre « bons Français » et « étrangers » pour détourner l'attention des vrais responsables de l'exploitation : le patronat, la finance, les gouvernements à leur service.
- Elle attaque les droits syndicaux, le droit de grève, les libertés fondamentales.
- Elle défend une société autoritaire, inégalitaire, nationaliste où la solidarité est remplacée par la méfiance et le repli.

Ses votes et ses pratiques sont clairs : contre l'augmentation du SMIC, contre le retour de la retraite à 60 ans, contre les droits des chômeurs, contre les droits des femmes, contre l'accueil des réfugiés.

Dans les villes ou pays qu'elle dirige, elle casse les associations, les syndicats, les services publics, la culture populaire.

Elle est et reste un ennemi de classe.

La CGT a toujours été en première ligne face à l'extrême droite

Notre syndicat n'a jamais été neutre dans les grands combats sociaux et démocratiques. Bien au contraire :

- Dans les années 30, la CGT est en première ligne contre les ligues fascistes.
- Sous Vichy, les syndicalistes CGT sont traqués, déportés, exécutés. Le régime d'extrême droite dissout les syndicats et interdit toute action ouvrière.
- Après-guerre, la CGT est un pilier de la reconstruction démocratique et sociale (CNR), fidèle à ses valeurs de classe, de solidarité et d'internationalisme.

En 2002, en 2017, en 2022 et 2024 la CGT a appelé à faire barrage à Le Pen et Bardella, sans soutenir un camp politique, mais en restant cohérente avec ses valeurs antifascistes et antiracistes. Ce combat est donc historique, légitime, indissociable de notre identité syndicale. Nous sommes un syndicat de

lutte, pas une organisation neutre ou une permanence juridique. Notre mandat, c'est l'émancipation intégrale des travailleurs, pas l'autoritarisme.

Une lutte syndicale, pas seulement politique



Certains nous disent : « Ce n'est pas le rôle d'un syndicat, nous faisons de la politique ». Nous disons : c'est une erreur d'appréciation.

Pourquoi ?

- Parce que l'extrême droite s'en prend aux syndicats, aux salariés, aux immigrés, aux femmes, aux chômeurs : elle cible directement les bases sociales de notre syndicalisme.
- Parce que ses idées circulent dans les entreprises, dans les ateliers, dans les services : si nous ne faisons rien, elles s'installent.
- Parce que laisser faire, c'est laisser reculer la solidarité et l'unité des travailleurs et donc affaiblir notre propre capacité de lutte.

Ce que nous faisons n'est pas une campagne électorale. C'est un travail d'éducation populaire, de résistance syndicale. Nous ne combattons pas qu'un parti, mais une idéologie dangereuse pour les droits sociaux et la démocratie.

L'UD CGT 03 prend ses responsabilités et appelle à l'engagement de toutes et tous

Depuis plusieurs mois, l'Union Départementale est à l'initiative d'une campagne syndicale d'ampleur contre l'extrême droite.

Nous avons :

- Produit des argumentaires, tracts, outils de formation
- Organisé des débats dans les syndicats
- Mené des actions visibles sur le terrain.

Et pourtant, nous constatons que certaines structures restent en retrait, se questionnent, voire émettent des critiques.

On nous dit parfois « vous en faites trop

» ou « ce n'est pas notre rôle ». Mais rappelons qu'au soir du premier tour des dernières législatives, Jordan Bardella a failli devenir Premier ministre.

Sommes-nous vraiment trop engagés ou simplement lucides sur le niveau de la menace ?

Un appel à la cohérence, à la mémoire et à la combativité

Refuser ce combat, c'est :

- Oublier notre histoire, celle des résistants syndicalistes, des grèves antifascistes, des luttes contre les répressions politiques.
- Renier nos valeurs, celles de la fraternité ouvrière, de l'internationalisme, du droit à l'émancipation pour toutes et tous.
- Perdre notre crédibilité auprès des travailleurs, surtout les plus jeunes, qui attendent de la CGT qu'elle soit claire, courageuse, debout.

La CGT ne peut pas être un syndicat de combat sur les salaires, et un syndicat silencieux face au fascisme.

La CGT ne peut pas défendre la solidarité de classe, et laisser monter les discours de haine.

C'est une question de cohérence. C'est une question de dignité. C'est une question d'avenir.

Le combat contre l'extrême droite fait partie intégrante de notre mandat syndical

L'UD CGT de l'Allier est dans son rôle, pleinement. Elle agit au nom de notre histoire, de notre responsabilité collective, et de l'intérêt du monde du travail.

Ce combat n'est ni accessoire, ni secondaire. Il est syndical, social, démocratique et urgent. Et il ne se gagnera qu'avec l'engagement actif de toutes nos structures, de tous nos syndicats, de tous nos militants.

Nous appelons chacune et chacun à se mobiliser, à agir, à faire vivre dans chaque entreprise, chaque service, chaque assemblée syndicale, cette lutte contre l'extrême droite.

Ne pas le faire, c'est laisser faire. Le faire, c'est se montrer à la hauteur de notre mission et de notre histoire.

Laurent Indrusiak